



Promouvoir les monnaies sociales



NEWSLETTER n° 4 - juin 2010

Edito



Après 4 mois entre l'Argentine et l'Uruguay, TAOA reprend la route. Pour étudier un plus large éventail de monnaies sociales, nous décidons de nous séparer l'espace de quelques mois. Avec Matthieu, nous partons pour l'Amérique Centrale visiter 3 programmes de monnaies locales au Salvador, Honduras et Costa Rica, pendant que Nabil enquête en Equateur.

Pour cette quatrième newsletter, nous donnons la parole à Nabil qui a rédigé l'intégralité des articles pour vous faire partager son analyse et ses conclusions sur sa mission en Equateur. Vous découvrirez un pays qui a su reconnaître l'**Economie Populaire et Solidaire** comme une priorité stratégique pour son développement, jusqu'à l'inscrire dans sa Constitution. Entre coopératives financières, monnaies sociales complémentaires, et la monnaie commune, le SUCRE, vous ferez le tour de sa **Nouvelle Architecture Financière Régionale**, solidaire, à but non lucratif.

Au cœur de l'actualité, Nabil était présent le 10 avril 2011, à Sinincay

pour le lancement de la monnaie locale de la coopérative Integral : l'UDIS (Unidad de Intercambio Solidario). Malgré un projet de loi voté par l'Assemblée, *autorisant les organisations de l'économie populaire et solidaire à avoir recours à des moyens de paiement complémentaires physiques ou électroniques*, des opposants dénoncent le projet clamant que *l'unique monnaie légale pour les opérations financières est le dollar*. La polémique éclate et menace les UDIS ! La monnaie n'a pas fini d'être un sujet épineux ...

Anne-Cécile Ragot
co-fondatrice de TAOA

Du local au global

Dans cette newsletter, nous vous proposons de découvrir une démarche originale pour changer la vie. L'Equateur dispose des trois niveaux fondamentaux de prise de conscience pour effectuer la transformation sociale et écologique, le fameux trépied incontournable pour certains écologistes et disant qu'il faut un changement d'ordre individuel, collectif et politique. Sans ces trois dimensions, point de transformation sociale générale et tangible. En Equateur, nous pen-

sons que ces trois niveaux existent. Au niveau individuel, les Equatoriens ont manifesté leur volonté profonde de changement en remettant la démocratie au pouvoir (voir article *Amérique du Sud: l'union après la révolution*). Les coopératives financières sont l'expression du changement collectif, les équatoriens ont cherché une alternative au système bancaire traditionnel au moment de la crise financière de 1998. Aujourd'hui, ce Tiers-secteur est bien implanté

dans le pays et a choisi de mettre en place des monnaies sociales pour renforcer le développement local. Le gouvernement a saisi l'enjeu stratégique de ce secteur pour appuyer sa « Révolution citoyenne ». Plus que le reconnaître, il veut s'appuyer sur lui pour réaliser une union sud-américaine d'un autre type, souveraine, sociale et solidaire. avec une monnaie complémentaire régionale, le SUCRE. Changement du sol au plafond, du local au global, on apprécie.

Les coopératives financières en Equateur

En Equateur, les habitants contrôlent leur épargne et s'offrent un outil de crédit en s'organisant autour de structures financières populaires. Ils en existent de différentes formes : coopératives financières, caisses d'épargne et de crédit ou banques communales ; autant d'alternatives au système bancaire traditionnel, désavoué lors de la crise financière de 1998. Aujourd'hui, le mouvement coopératif va plus loin avec la structuration en réseau de coopératives financières, et la mise en place d'outils de développement économique local. Les pouvoirs publics viennent de renforcer encore plus le mouvement en leur donnant un cadre légal.

Une finance populaire démocratique et sans but lucratif

En Equateur, comme dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, le système bancaire traditionnel n'est pas diffus sur l'ensemble du territoire. Les zones rurales ne possèdent pas un tissu important de banques, alors que la population y est la plus nombreuse. Les habitants doivent se rendre dans une ville plus grande pour retirer leurs *bons de développement humain* et les mandats de leurs parents émigrés à l'étranger. De plus, les banques traditionnelles mettent des barrières importantes à l'obtention d'un crédit, les agriculteurs, souvent pauvres, sont considérés com-



me sujets à de forts risques. Au début des années 1990, quelques Équatoriens font le choix de s'organiser en coopératives pour déposer et gérer leur argent, les premières coopératives financières d'un type renouvelé sont nées. Ces coopératives reviennent aux principes fondateurs du mouvement coopératif, apparu au XIXe siècle mais qui s'est « banalisé » à partir des années 1970, avec l'ouverture des coopératives à des « non coopérateurs »,

pour trouver des financements en dehors du cercle des coopérateurs participant à l'activité. Aujourd'hui, partout dans le monde, les coopératives, qu'elles soient ouvrières, de crédit ou de consommation, tentent de surmonter la crise du mouvement en recherchant un nouveau souffle. L'Equateur a peut-être trouvé une clé dans cette direction.

[Lire la suite sur le site](#)

L'Equateur soutient l'Economie Populaire et Solidaire

Depuis 2008, l'Equateur s'est engagé dans un processus de reconnaissance et de valorisation des acteurs de l'Economie Populaire et Solidaire (EPS). Une loi organique vient d'être adoptée qui reconnaît et normalise les structures financières populaires et qui au passage, légalise le recours à des moyens de paiement complémentaires physiques ou électroniques.

Une nouvelle Constitution pour le Buen Vivir

En 2008, les Equatoriens adoptent une nouvelle Constitution qui reconnaît l'Economie Populaire et Solidaire (EPS) en la plaçant comme composante du système financier, au même titre que le secteur public et privé. Elle va plus loin dans le soutien à ce secteur dans son article

311 où « les initiatives du secteur financier populaire et solidaire et des micros, petites et moyennes unités de productives, recevront un traitement différencié et préférentiel de l'Etat ». Nous pouvons comprendre par là que l'Etat lui donnera des avantages fiscaux, des subventions spécifiques et qu'il s'adressera prioritairement à ce secteur, dans le cadre des commandes publiques par

exemple.

La Constitution reconnaît aujourd'hui un secteur marginalisé pendant des années, ignoré par la loi et la société. Les unités économiques qui le composent étaient considérées comme marginales et dédiées « à la solution à de petits problèmes ».

[Lire la suite sur le site](#)

Des coopératives adoptent les monnaies sociales

Dans sa recherche de bénéfices pour ses membres, le Réseau National de Finances Populaires et Solidaires, RENAFIPSE s'est rapproché de la fondation équatorienne Pachamama et de la fondation hollandaise STRO. La fondation STRO est pionnière dans le domaine du design des monnaies complémentaires et de systèmes alternatifs de paiement. En 2007, ces trois acteurs décident ensemble de faire l'expérience des monnaies complémentaires pour renforcer l'économie locale en Equateur. Ils mènent une étude sur 15 coopératives au niveau du pays pour trouver celles qui sont les plus aptes pour un projet pilote en Equateur. De cette étude ressort le nom de trois coopératives d'épargne et de crédit : « Integral » et « Coopera » dans l'Etat d'Azuay et « San Miguel de Sigchos » dans l'Etat de Cotopaxi. Pour les 3 coopératives, c'est une « monnaie physique » (bons d'achats) qui est choisie, un billet imprimé infalsifiable nommé UDIS (Unidad de Intercambio Solidario).

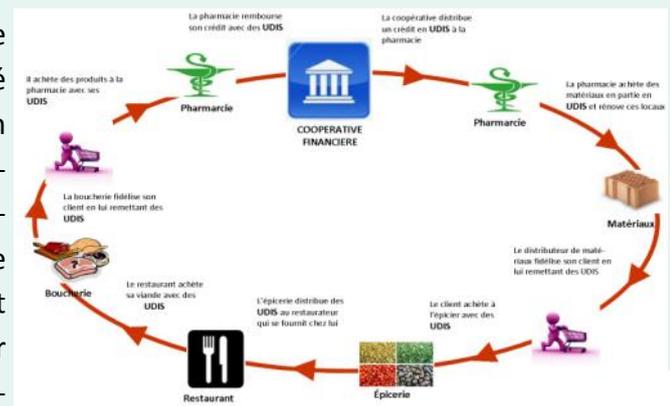
Projet pilote de monnaies sociales avec Coopera, Integral, Sigchos

Le choix de la coopérative est important, son implantation dans le territoire et sa rigueur de gestion compte pour la réussite du projet. C'est la coopérative qui gèrera l'émission des UDIS en déposant dans ces coffres un dollar pour chaque UDIS émis. La coopérative distribuera les UDIS soit par le crédit, en proposant une partie de l'emprunt en monnaie locale, avec un avantage sur le taux d'intérêt pour l'emprunteur ; soit par le change direct de

dollars en UDIS, les commerçants pourront s'approvisionner en UDIS pour les distribuer à leur clientèle comme des bons de fidélité, 2 à 10 % du montant acheté est donné en UDIS. Les clients pourront alors les dépenser parmi le réseau d'affiliés. De cette manière, la communauté peut espérer former un cercle vertueux d'échanges qui privilégie et renforce le local. La prise de conscience de l'impact de la consommation sur le bien-être de la com-

munauté est le défi fondamental que la coopérative doit affronter en faisant de la pédagogie.

[Lire la suite sur le site](#)



COOPERA, une AMAP de 80 000 adhérents

Coopera a démarré son activité en 2004 comme une coopérative financière offrant des services bancaires d'épargne et de crédit à ses sociétaires. Elle a commencé par 8 membres fondateurs et un capital total de 50 dollars ! Tout ce qu'il y a de plus « normal » dans la finance populaire en Equateur. Jusqu'à 2009, Coopera comptait seulement 20 000 sociétaires et 150 employés, la coopérative a connu un développement spectaculaire depuis deux ans.

dispose d'une diversité suffisante de sociétaires pour élargir son modèle et offrir un service de distribution solidaire aux agriculteurs et éleveurs. En effet les producteurs sont en nombre assez grand pour réunir un large éventail de produits de consommation courant et de bonne qualité. Ces producteurs subissent comme la plupart les prix « négociés » par la grande distribu-

tion ou les grosses multinationales de l'exportation de fruits et légumes. Coopera leur propose un engagement à acheter un montant prédéfini de leur production annuelle et à un prix équitable, plus élevé que le marché. La coopérative assure elle-même la distribution de ses produits, sans passer par des intermédiaires, permettant ainsi de proposer le produit des cultures et élevages à des prix avantageux aux sociétaires-consommateurs de la ville de Cuenca et de sa périphérie.



La direction comprend alors qu'elle

[Lire la suite sur le site](#)

Amérique du Sud: l'Union après la Révolution



Le continent sud-américain vit depuis dix ans une transformation politique, économique et sociale sans précédent. Après plusieurs décennies de régimes dictatoriaux et de politiques économiques d'austérité, à la fin des années 90, l'échec patent du modèle chasse l'oligarchie du pouvoir pour y installer un nouvelle classe politique, plus à l'écoute du peuple. L'expérience argentine de 2001 a marqué le continent avec la valse des présidents ne résistant pas quelques jours au slogan du « Que se vayan todos » venant de la rue argentine. Le souffle d'émancipation s'étend aux autres pays d'Amérique du Sud comme une trainée de poudre, ce moment de l'histoire est relativement similaire à ce qu'il se passe aujourd'hui dans le monde arabe, il a permis alors d'essayer un nouveau type de politique, plus portée sur la solidarité et la justice sociale.

Identité, citoyenneté et justice sociale

Le principal changement dans la décennie 2000 vient de la reconnaissance dans plusieurs pays du Cône sud des minorités sociales et raciales. L'indigénité est reconnue au Venezuela, en Bolivie et en Equateur qui changent leur Constitution pour reconnaître le caractère pluriethnique du peuple. Mais surtout les peuples latino-américains se mettent en marche pour prendre en main leur destin sans que personne ne leur montre le chemin. C'est le retour des principes républicains et de citoyenneté qui reprennent la place d'honneur après deux siècles d'oubli. Le continent s'est en effet libéré de la domination espagnole au début du XIXe siècle grâce à la popularisation des idées des Lumières et de la Révolution française au sein d'une élite composé d'écrivains, d'intellectuels, d'hommes de religion, de militants des droits de l'Homme, jusqu'à des franges de l'armée. Aujourd'hui, c'est la figure du libérateur Simon Bolivar qui rejaillit, un chef militaire ayant combattu dès la première heure les forces espagnoles en parcourant le continent de l'Argentine à la Grande Colombie (Venezuela, Colombie,

Equateur). Les peuples latino-américains et leurs gouvernements utilisent cette figure pour revendiquer aujourd'hui la place de la citoyenneté, de la solidarité, de la justice sociale et de l'indépendance vis-à-vis des intérêts étrangers, qui ont empêché le développement d'une économie stable et la répartition des richesses. La construction d'un espace régional unifié entre les pays

du continent sud-américain entend répondre à ces nouvelles exigences. Les pays se sont engagés dans la création de cet espace au travers de la constitution de **l'Union des Nations Sud-Américaines, UNASUR**, officiellement créée en mai 2008, et qui met en avant ces nouvelles valeurs progressistes.

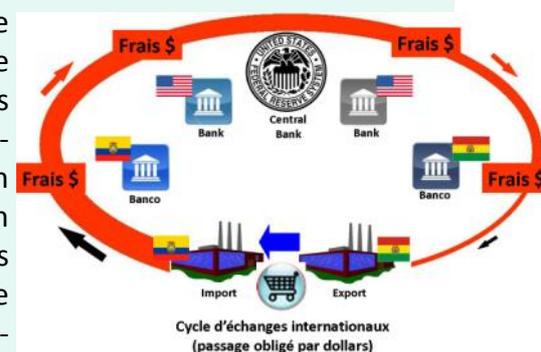
[Lire la suite sur le site](#)

Une monnaie commune : le SUCRE

L'idée de monnaie commune a émergé en 2007 sous une proposition de l'Equateur aux pays de l'UNASUR. Il s'agit d'un des piliers de la Nouvelle Architecture Financière Régionale visant à renforcer les échanges dans la zone et à affranchir les pays de la dépendance du dollar pour le moindre échange commercial. L'objectif est d'impulser un développement durable en encourageant les échanges entre pays sud-américains plutôt que d'importer de très loin. Mais des désaccords entre les pays de l'UNASUR n'ont pas permis sa mise en place. Elle s'est faite alors dans un cadre plus restreint, entre les pays de l'ALBA, comprenant la Bolivie, le Venezuela, l'Equateur, le Nicara-

gua, Cuba et des pays des Caraïbes. La monnaie, qui est plutôt un système de paiement appelé SUCRE, est opérationnelle depuis juillet 2010. De la preuve de son efficacité dépendra son extension à d'autres pays du continent sud-américain.

Pour comprendre l'apport du SUCRE, il faut connaître le fonctionnement actuel.



Aujourd'hui, chaque pays doit passer par le dollar pour importer des produits d'un pays « frère ». Pour payer une marchandise, l'acheteur doit changer sa monnaie nationale en dollars avant de les changer dans la monnaie nationale du vendeur. Tout ceci passe par de nombreux intermédiaires bancaires dans le pays et aux Etats-Unis, d'où proviennent les dollars. Ces opérations ont un coût très important, elles neutralisent tout intérêt à privilégier un achat sur le continent sud-américain.

Dr Pedro Paez (voir ci-contre) explique que l'Amérique latine a « **besoin d'une monnaie qui arrête d'être le véhicule de l'exploitation, de la spéculation, le véhicule de l'extraction des revenus de nos pays** ». Il considère que le dollar est « **le véhicule de la dépendance et du blocage de possibilités productives** ». Il est donc nécessaire de « **construire une monnaie qui permette de rendre soutenable le déploiement d'autres logiques productives, différentes de celles du grand capital financier transnational** » qui met « **son filtre sur les projets productifs qui peuvent se déployer et ceux qui ne le peuvent pas** ».

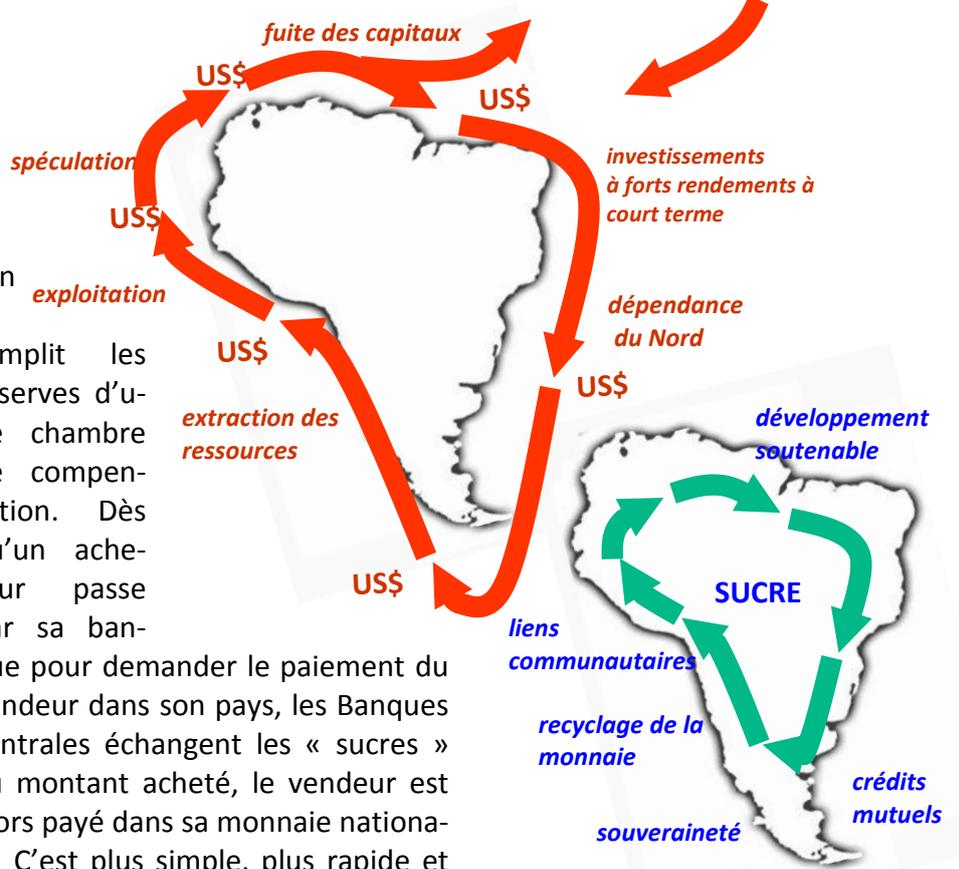


Le SUCRE intervient en tant que **monnaie complémentaire** – elle ne se substitue pas à la monnaie nationale – qui permet de s'affranchir de l'intermédiaire dollar. Chaque pays commence par acheter des « sucres » au taux de 1,25 dollar et

ne remplit les réserves d'une chambre de compensation. Dès qu'un acheteur passe par sa banque pour demander le paiement du vendeur dans son pays, les Banques centrales échangent les « sucres » au montant acheté, le vendeur est alors payé dans sa monnaie nationale. C'est plus simple, plus rapide et c'est un service gratuit. La monnaie permet ainsi de faciliter et stimuler les échanges dans la zone.

Pour autant, **le SUCRE est-il une monnaie sociale et solidaire ?** Selon M. Paez, le SUCRE est une condition « *nécessaire mais non suffisante* » pour remplir les objectifs de solidarité fixés par les pays participants. Nous pouvons entrevoir les caractéristiques sociales et solidaires de la monnaie dans le mécanisme de convergence commerciale des économies sur lequel s'appuie le SUCRE. Un pays trop excédentaire en « sucres » dans ses échanges commerciaux avec un autre pays devra investir dans des projets permettant de diversifier la production du pays déficitaire. Ces investissements doivent satisfaire en priorité les besoins sociaux et se réaliser au travers d'entreprises publiques, coopératives et communautaires.

Reste alors la sphère d'exercice de la nouvelle monnaie. Dans l'esprit de sa construction, le SUCRE n'a pas vocation à se restreindre aux pays de l'ALBA, l'objectif est de convaincre petit à petit les pays de l'UNA-



Pedro Paez répond à TAOA



Dr. Pedro Paez, président de la Commission présidentielle pour la Nouvelle Architecture Financière Régionale en Equateur.

[Lire sur le site](#)

SUR de son efficacité, pays par pays. Plus des pays participeront, plus il sera difficile pour les autres de rester à l'écart en continuant à échanger des biens en dollars sur le continent sud-américain.

Quelle Nouvelle Architecture Financière pour servir l'Union?

Les pays de l'UNASUR souhaitent construire une Nouvelle Architecture Financière Régionale pour se protéger de la volatilité des marchés financiers et retrouver une souveraineté dans leurs choix politiques. Nouvelle architecture en remplacement de l'actuelle qui ne répond donc pas à leurs besoins.

En effet, l'Amérique latine entre dans le millénaire avec une dette insupportable et une crise financière sans précédent, due à sa vulnérabilité face aux marchés financiers internationaux. La majorité des gouvernements du continent jugent le FMI et la Banque Mondiale responsables de cette situation et pensent à la nécessité d'une alternative à ces institutions. Plusieurs pays, notamment l'Argentine, décident de solder leur dette avec le FMI grâce à l'aide d'autres pays « frères », comme le Venezuela qui achète 7 milliards de dollars de la dette argentine.

La situation s'est inversée depuis, les pays du Sud passent de débiteurs des pays du Nord à leurs créanciers. Les exportations de matières premières leur permettent d'accumuler d'importantes réserves en dollars, souvent placées en Bons du Trésor américain. L'Amérique latine se retrouve dans la situation paradoxale où d'un côté, elle dispose de fortes réserves en dollars, rémunérées à 4 ou 5% et bloquées pour protéger les monnaies nationales des attaques spéculatives, et de l'autre, elle s'endette à des taux d'intérêts de 8 à 10%.

En mars 2007, sept pays de l'UNASUR (Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur, Paraguay, Brésil et Uruguay) décident de recouvrer des marges de manœuvre en créant la Banque du Sud, une institution financière qui disposera d'une partie des immenses réserves – entre 7 et 20 milliards de dollars –

UNASUR

Union des Nations Sud-américaines
fondée en 2008

Objectifs:

- Développement et convergences des économies
- Souveraineté
- Justice sociale

BANQUE DE DEVELOPPEMENT

Pilier 1 de la NAFR

Missions:

Retrouver une souveraineté

- alimentaire
- économique
- énergétique
- en matière de santé
- dans la connaissance

Développer les infrastructures sur le continent: rail, stock de sécurité alimentaire, etc.



OBJECTIFS
UNION- SOUVERAINETE

PROJETS DE NOU

pour le développement du continent.

Ainsi, un premier étage est posé avec la création de la **Banque du Sud**, ratifié en 2009 par les sept pays et dont le mode opératoire est en cours de négociation.

Mais très vite, l'Equateur impulse l'idée d'ajouter deux autres piliers à la nouvelle architecture avec la Déclaration de Quito de mai 2007. Il propose la création d'un fond de stabilité régional, le Fond du Sud, et une unité de compte commune ouvrant le chemin à une union monétaire sud-américaine. Cependant, des désaccords politiques font obstacle à ce projet.

Un deuxième étage est quand même posé avec la monnaie commune, **SUCRE**, ratifiée pour le moment par seulement 3 pays de l'UNASUR, Bolivie, Equateur, et Venezuela, et les autres pays de l'Alliance Bolivarienne pour le Peuple de Notre Amérique (ALBA).

Le **Fond du Sud** est toujours en discussion, cette option ne fait pas encore consensus parmi les pays .

UNITE MONETAIRE: LE SUCRE

Système Unitaire de Compensation Régional des paiements

Pilier 2 de la NAFR

Missions:

Renforcer le développement interne en faisant circuler les capitaux sur le continent
Réduire la dépendance au dollar
Placer les échanges commerciaux de la région à l'abri de la spéculation

FONDS DE STABILISATION MONERAIRE

Pilier 3 de la NAFR

Alternative au Fond Monétaire International

Missions:

Gérer des fonds contra-cycliques
Garantir l'autonomie dans les choix politiques
Protéger des attaques spéculatives

SUCRE

BANCO
DEL
SUR

FONDO
DEL
SUR

SUCRE

BANCO
DEL
SUR

MOYENS

VELLE ARCHITECTURE FINANCIERE REGIONALE